



## Crap Cahiers Pédagogiques

10 Rue Chevreul

75011 Paris

tel 01 43 48 22 30

fax : 01 43 48 53

e-mail :crapcahierspedagogiques@wanadoo.fr

# L'avenir de l'école est déjà écrit...

Depuis plusieurs mois, on nous a invités à débattre de *l'avenir de l'école*. Le CRAP-Cahiers Pédagogiques a pris sa place dans ce débat. Nous avons publié “*Dix propositions*” étayées par un argumentaire (à lire sur notre site <http://www.cahiers-pedagogiques.com>), répondu à plusieurs questions de la Commission Thélot, été auditionné par elle. Les membres du CRAP ont participé à de nombreux débats dans leurs établissements ou leurs communes. En tant que mouvement pédagogique, l'avenir de l'école nous concerne, et nous n'hésitons pas à exprimer nos positions et à débattre.

Aujourd'hui, plusieurs informations nous font craindre pour cet avenir.

En juin prochain, 12 500 places seulement seront proposées aux concours externes dans le secondaire, autrement dit 5 500 de moins qu'en 2003 (soit une baisse de 31%), alors qu'une étude de la Direction de la programmation et du développement chiffre à 15 800 le nombre d'enseignants supplémentaires nécessaires sur la période 2004-2008. C'est l'avenir des jeunes qui préparent actuellement ces concours qui est en jeu. Pourquoi des choix aussi brutaux<sup>2</sup> en matière de recrutement ? Pourquoi accroître la précarité des enseignants en remplaçant les titulaires par des vacataires non formés et sans espoir de titularisation ? Avec 43% de places en moins aux concours réservés, il n'est pas possible de titulariser les personnels dans cette situation.

Mais au-delà, c'est l'avenir des élèves qui se trouvera durablement affecté.

En effet, dès l'année prochaine, les mesures de carte scolaire et surtout les réductions de la dotation horaire globale des établissements vont aboutir à des suppressions non seulement de postes, mais aussi d'enseignements. À commencer par des sections de lycées professionnels, de nombreuses options dans les lycées (langues vivantes, langues régionales, langues anciennes, arts, ...), la limitation de l'aide individualisée ou bien encore la remise en question de dispositifs interdisciplinaires innovants (IDD, TPE, ECJS, PPCP)<sup>3</sup>.

---

<sup>1</sup> Il ne s'agit pas d'une surprise ; le besoin de recrutements supplémentaires, lié à la démographie, est prévu depuis plusieurs années.

<sup>2</sup> Et en contradiction avec la loi de 1989 : « un plan de recrutement des personnels est publié chaque année par le ministre de l'Éducation nationale. Il couvre une période de cinq ans et est révisable annuellement » (art.16).

<sup>3</sup> Cf numéro 413-414 d'avril-mai 2003

Sur ce dernier point, la circulaire de rentrée prévoit explicitement que *“les établissements peuvent utiliser de manière différenciée les moyens horaires qui leur sont alloués. Ainsi est-il déjà possible, à partir de l’analyse des besoins des élèves, d’organiser, par exemple, des rapprochements entre les TPE et l’ECJS en terminale, de substituer aux IDD d’autres modalités d’aide aux élèves”*. Plus qu’une possibilité ouverte, c’est une incitation, pour certains chefs d’établissements (éventuellement sous la pression d’une partie du corps enseignant), à supprimer ces enseignements innovants. Et, au-delà, que faire quand les “moyens alloués” ne permettent plus de développer le projet d’enseignement, sinon, comme l’ont dit récemment les chefs d’établissement, tailler dans les muscles et les os ?

Dans ce contexte général, ce que signifient implicitement ces différentes mesures, c’est à la fois le renoncement à l’ambition culturelle pour les élèves<sup>4</sup> et le recentrage sur les pratiques les plus traditionnelles, considérées comme les moins coûteuses.

On voit à l’œuvre une logique essentiellement budgétaire : il s’agit de rogner sur ce qui est (encore ?) le premier poste de dépenses de l’État. Déjà, une rectrice a écrit aux enseignants des disciplines “excédentaires” (E.P.S. et Espagnol pour commencer) pour leur proposer de se reconvertir !

Mais, derrière cette volonté destinée à plaire au contribuable (les profs ne sont pas les buralistes ni les restaurateurs), on lit aussi la volonté de plaire au conservateur détracteur de la pédagogie, qu’il soit enseignant ou non (*de mon temps, Monsieur, les élèves savaient lire et écrire !*). On affecte de ne pas savoir que la réussite de tous les élèves passe justement par ces pratiques, ces modes d’enseignement que l’on incite à abandonner alors que ceux-ci commençaient à trouver leur place dans les établissements et à faire évoluer la pédagogie. Mais justement, tient-on encore à la réussite de tous les élèves ?

Le CRAP-*Cahiers pédagogiques* n’a jamais pensé que les problèmes de l’école pouvaient se résoudre uniquement par une augmentation des moyens. Mais ils le peuvent encore moins par les diminutions drastiques qui sont en route. Or l’évolution nécessaire des pratiques et la démocratisation de l’accès aux savoirs, la lutte contre l’exclusion ou la relégation des élèves les plus fragiles, tout cela est remis en question par le resserrement des moyens.

On peut se demander alors quelle était l’utilité du “grand débat” sur l’école, et s’il convient encore de débattre... Cet avenir est déjà décidé. Il s’inscrit, nous dit-on, dans le cadre d’une logique gestionnaire de rigueur... En fait, c’est une rigueur «boutiquière», le mot n’est pas de nous, à la petite semaine, et qui compromet l’avenir.

Dans ces conditions, la loi d’orientation, promise pour la fin de l’année, risque de n’être que le faire-part de deuil des ambitions pour l’école.

---

<sup>4</sup> Parallèlement au renoncement à l’ambition scientifique pour les chercheurs.